
Le collectif « Plus Jamais ça » appelle à participer aux marches climat partout en France le 9 mai

A l'appel de nombreuses organisations, des marches sont organisées partout en France le dimanche 9 mai. La crise sanitaire renforce notre conviction qu'urgences sociale et environnementale se conjuguent. C'est maintenant et massivement qu'il faut engager la transition écologique de nos sociétés.

Nous faisons nôtres les alertes des scientifiques sur le dérèglement climatique et les atteintes à la biodiversité, leurs causes et les moyens d'y répondre. Il y a urgence à transformer en profondeur nos modes de vie, de consommation et de production. Cela passe notamment par une autre répartition des richesses, des modèles de production et d'échanges guidés d'abord et avant tout par des impératifs sociaux et écologiques, aussi bien au niveau national qu'au niveau mondial.

Alors qu'ils contribuent à la préservation de notre planète et à une autre logique de développement, le démantèlement des services publics se poursuit. Plutôt que d'abandonner et de privatiser des missions publiques, de généraliser l'austérité budgétaire, de fermer ou regrouper les services publics implantés sur le territoire national ou encore de restreindre les moyens des collectivités locales, c'est au développement des services publics qu'il faut procéder. Il n'y aura pas de résolution de la crise d'aujourd'hui avec les solutions d'hier et avec de simples effets d'annonces du gouvernement sans objectifs ambitieux et concrets pour protéger la biodiversité et le climat. Il est urgent de mieux articuler le "Penser global, agir local". La France pourrait ainsi donner une impulsion salutaire au niveau européen et mondial.

Nous exigeons d'ores et déjà une conditionnalité sociale et écologique sur toute aide publique versée aux entreprises. Nous exigeons en outre que les objectifs de réduction des émissions de gaz à effets de serre soient contraignants pour l'Etat et pour les entreprises. Nous demandons la création de centaines de milliers d'emplois dans la transition écologique et sociale. Et nous proposons que pour dégager l'argent public nécessaire, soient taxées les multinationales les plus polluantes et les plus riches, grands profiteurs de la crise.

Le gouvernement français a été condamné pour son inaction climatique dans le procès de l'Affaire du Siècle. Pourtant, la loi climat proposée par le gouvernement et qui devrait être votée le 4 mai est d'une indigence coupable, dénoncée par les participants à la Convention citoyenne pour le climat. C'est pourquoi nous appelons à organiser et rejoindre largement les marches pour le climat pour y porter nos exigences d'une société plus juste, écologique, solidaire et démocratique.